

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 04/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PURFER

RD 147

Quartier de la Gare

69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : UDR-SSDAS-25-87-FP
Code AIOT : 0010600053

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement PURFER implanté 120, avenue Jean Jaurès 69600 OULLINS-PIERRE-BÉNITE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- 120, avenue Jean Jaurès 69600 OULLINS-PIERRE-BÉNITE
- Code AIOT : 0010600053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site actuel PURFER à Oullins, situé le long de la voie ferrée, occupe une surface d'environ 1,4 ha

et fait suite à la reprise par PURFER de 2 sites préexistants, réunis en un seul. Le site est spécialisé dans le tri / transit / regroupement de métaux mais exerce également d'autres activités ICPE (transit de déchets dangereux, apport de déchets par des particuliers). Une démarche de contractualisation est en cours avec les éco-systèmes responsables de filières pour les Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) et piles / batteries.

Un nouvel arrêté préfectoral consolidé est pris en mars 2019 et remplace les arrêtés précédents. La surface affectée à la rubrique principale du site (2713-1) est de 11 840 m², sans que la totalité de cette surface soit utile car non imperméabilisée ou dont les eaux ne sont pas canalisées vers un séparateur avant rejet.

Le site a fait l'objet d'une dépollution partielle des terres du site en 2018, avec l'excavation de 120 t de terres envoyées dans un site de traitement spécialisé. Le site effectue une surveillance pérenne des eaux souterraines via 3 piézomètres.

Un incendie en heures ouvrées a eu lieu le 26 juillet 2019, entraînant des retards de train sur la ligne adjacente et sans autre cause identifiée que les conditions caniculaires de cette journée. Depuis cet événement, l'exploitant a redéfini les zones de stockage adjacentes à la voie ferrée.

PURFER est aussi concerné par une problématique d'incursions (tags) au Nord du site sur une parcelle dont il est locataire.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Mesures périodiques	AP Complémentaire du 05/03/2019, article 4.3.11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
6	Effets sur les eaux souterraines	AP Complémentaire du 05/03/2019, article 9.1.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
2	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Moyens de transport hors d'usage	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 7	Sans objet
4	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
7	Déclaration annuelle des émissions polluantes	AP Complémentaire du 05/03/2019, article 9.3.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort principalement de l'inspection du 20/02/2025 un constat d'écart sur les valeurs limites d'émissions des rejets aqueux du site sur les 2 dernières années, sur lesquels des commentaires et des actions correctives sont demandées à l'exploitant.

Par ailleurs, le référentiel réglementaire utilisé pour la surveillance des eaux souterraines sur site doit être étoffé, ainsi que la trame du document de restitution.

Les autres points de contrôle n'amènent pas de remarques particulières de l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et

<p>l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'Inspection le Plan de Défense Incendie du site, daté du 9/12/2024. Le document reprend les principaux points de l'article 5 de l'arrêté ministériel.</p> <p>L'exploitant indique que le site n'est pas équipé de Robinet Incendie Armés (RIA) mais est alimenté en eau par un poteau incendie situé à l'entrée. Des rondes sont organisées le week-end tandis que tous les opérateurs bénéficient d'une formation Équipiers Première Intervention (EPI), recyclée tous les 3 ans.</p> <p>Le grutier du site a le rôle de 1^{er} intervenant en cas d'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assurera que le poteau incendie alimentant le site est fonctionnel et en capacité de fournir le besoin en eaux d'extinction.</p> <p>PURFER s'assurera également que les mises à jour du Plan de Défense Incendie soient transmises au SDNIS.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre d'exercices incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense</p>

<p>contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les derniers exercices de défense contre l'incendie sur site ont été réalisés le 10 décembre 2024 (simulation d'un incendie des bennes batteries dans le hangar) et 30 janvier 2025, respectivement avec les pompiers de Saint-Priest et ceux de Villeurbanne. Les 2 exercices ont été organisés en heures ouvrées.</p> <p>Les comptes-rendu de ces exercices ont été présentés à l'Inspection en séance.</p> <p>L'objectif de PURFER est de réaliser a minima un exercice par an.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection invite l'exploitant PURFER à réaliser un exercice en heures non-ouvrées, afin de tester la chaîne d'astreinte.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Moyens de transport hors d'usage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2712 respectent les dispositions qui suivent.</p> <p>I. - Les moyens de transports accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et de démarrage. Les autres moyens de transports hors d'usage ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire.</p> <p>II. - La dépollution d'un moyen de transports hors d'usage s'effectue avant tout autre traitement. Lors de l'opération de dépollution, les batteries sont retirées, qu'elles constituent ou non la</p>

source d'énergie principale du moyen de transports hors d'usage.

III. - L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes :

- pour tous les moyens de transports hors d'usage, la batterie de démarrage est déconnectée dès réception du moyen de transports hors d'usage puis enlevée dudit moyen de transport hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;
- pour les moyens de transports hors d'usage électriques ou hybrides, un contrôle de sécurité de la batterie source d'alimentation principale est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit moyen de transport hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;
- pour les moyens de transports hors d'usage accidentés :
 - les batteries de démarrage et de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures ;
 - après enlèvement, les batteries issues de ces moyens de transport hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries. [...]

Constats :

L'Inspection, sur la base des échanges avec l'exploitant et de la visite terrain, constate que la rubrique 2712 n'est pas exploitée (pas de dépollution / traitement de VHU).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des déchets stockés

Prescription contrôlée :

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.

En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

Constats :

L'exploitant indique utiliser le logiciel dénommé AS400 pour le suivi des entrées / sorties de déchets sur site. Ce dernier est mis à jour en temps réel. PURFER précise que ce logiciel n'est pas interopérable avec l'application TrackDéchets, comme cela peut l'être sur d'autres sites à activité similaire.

L'Inspection demande une extraction des entrées / sorties de déchets pour janvier et février 2025 avec indication des catégories de déchets concernés (DEEE, métaux).

À la date de l'inspection, sont présents sur site : 55 tonnes de ferrailles, une tonne de DEEE et près de 16 tonnes de batteries (apportées par les particuliers ou résultant d'une collecte chez la société SNCF).

À la demande de l'Inspection, PURFER présente également la synthèse des transits de déchets pour l'année 2024 avec l'indication des sites destinataires. Ainsi sur la période d'octobre 2023 à septembre 2024, près de 5700 tonnes de ferrailles et 284 tonnes de batteries ont transité sur le site d'Oullins.

Les batteries sont transférées pour traitement sur les sites de CAMPINE (Arnas) et un site relais PURFER à Perpignan (Pyrénées Orientales) avant envoi pour traitement en Espagne (le site relais se chargeant des démarches relatives au transfert transfrontalier).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2019, article 4.3.11

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet et modalités de transmission

Prescription contrôlée :

Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et aux normes de référence.

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Les résultats sont consignés dans le dossier "installation classée" prévu au chapitre 2.6.

Les résultats des mesures et analyses imposées au présent article sont adressés au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées.

Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant indique que la dernière analyse en sortie du séparateur a été effectuée le 16/05/24 par la société IRH. Le rapport consulté en séance montre des dépassements sur les paramètres Plomb (supérieur à 3 fois la VLE) et Zinc.

Ces dépassements n'avaient pas été relevés par l'exploitant PURFER, qui n'inclut pas l'interprétation des résultats dans le contrat établi avec IRH.

Les analyses précédentes réalisées le 30/06/2023 également par IRH montrent aussi un dépassement sur le paramètre Zinc, tenant compte des incertitudes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au regard de ces constats, il est demandé à l'exploitant : - de transmettre à la DREAL les 3 derniers rapports d'analyse annuelle d'IRH ; - d'indiquer les causes potentielles de ces dépassements et les actions correctives possibles. En outre, le cadre GIDAF du site d'Oullins sera complété par l'exploitant avec les données d'analyses des 3 dernières années.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Effets sur les eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2019, article 9.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance et modalités de transmission
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies ci-après. Le réseau de surveillance se compose du réseau piézométrique suivant : [...] Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE...). Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses trimestrielles : <ul style="list-style-type: none"> • pH, Conductivité, • Hydrocarbures C5-C10, C10-C40, • COHV et BTEX (24 composés), • HAP (16 composés), • Métaux Les résultats des analyses trimestrielles des eaux souterraines seront saisis sur l'extranet GIDAF du ministère en charge du développement durable résultats et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.
Constats : L'exploitant indique que les analyses piézométriques sont également effectuées par la société IRH. En 2024, 4 analyses ont été effectuées sur les 3 piézomètres équipant le site (18/03, 21/06, 13/09, 13/12).

<p>Le dernier rapport d'analyse consultable, concernant les analyses de septembre 2024, est consulté en séance. Le rapport conclut à la conformité des piézomètres vis-à-vis des lignes directrices de l'OMS.</p> <p>Néanmoins, aucune mention des seuils d'acceptabilité pour l'eau potable ou des valeurs seuils du SDAGE ne figure dans le rapport. Par ailleurs, les cartes d'izopièzes, pourtant prescrites par l'arrêté du site n'y figurent pas également.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard des constats formulés, l'exploitant doit s'assurer auprès de IRH de l'intégration dans les futurs rapports d'analyse de la carte des isopièzes, ainsi que d'étoffer le référentiel réglementaire en termes de valeurs seuils pour les paramètres listés par l'arrêté préfectoral du site (normes de potabilité, valeurs SDAGE, etc.).</p> <p>Par ailleurs, le cadre GIDAF du site d'Oullins sera complété par l'exploitant avec les données d'analyses des 3 dernières années.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Déclaration annuelle des émissions polluantes

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/03/2019, article 9.3.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Télédéclaration GERE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié, l'exploitant établit annuellement une déclaration annuelle des émissions polluantes (eau, déchets...) portant sur l'année précédente. Cette déclaration des données de l'année est effectuée avant le 31 mars de l'année n + 1 par télédéclaration.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de déclarer ses émissions polluantes annuelles ainsi que ses transferts de déchets ces 6 dernières années, depuis le portail dédié dénommé GERE en raison d'un problème d'accès.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'accès au portail GERE ayant été rendu actif depuis l'inspection, l'exploitant saisira les données de la campagne 2025 avant le 31 mars 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>